

*L'agriculture*

● (2110)

*[Traduction]*

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, je félicite le député de Medicine Hat (M. Hargrave) d'avoir proposé la motion que nous débattons aujourd'hui. Je crois que nous ne parlons pas assez d'agriculture à la Chambre. Nous n'y accordons pas assez d'attention. Je crois aussi que l'agriculture est la première industrie au Canada et la plus importante industrie dans le monde. Elle subit une transformation rapide grâce aux moyens technologiques, comme le député de Chicoutimi (M. Dionne) vient de le dire. Elle jouera un rôle crucial dans les années futures quand la population mondiale continuera de se multiplier. Il nous faut dès maintenant, monsieur l'Orateur, réfléchir à ce que nous serons comme pays, à ce que le monde deviendra et à ce que nous ferons pour nos agriculteurs afin de nous assurer de pouvoir nourrir les habitants de la terre. Nous devons certains de nos problèmes au manque de perspicacité de ceux qui ont orienté nos programmes dans le passé.

Quand j'entends le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) parler comme il l'a fait aujourd'hui, je suis un peu déçu car je le vois essayer de nous convaincre que tout est pour le mieux dans notre pays, que nous avons les meilleures politiques agricoles, que nous avons le meilleur ceci et le meilleur cela, et le meilleur ministre de l'Agriculture. On dirait, à l'entendre, que nous avons trouvé la panacée, qu'il a découvert l'utopie et que l'âge d'or commence. Je trouve cette façon de penser un peu dangereuse, car lorsqu'une personne s'imaginer qu'elle a tout accompli, elle cesse d'être utile dans le travail qu'elle est censée exécuter. Cela me fait un peu penser à Mohammed Ali, le vieux boxeur qui avait l'habitude de dire: «Je suis le meilleur.» Cela a duré à peu près 15 ans, jusqu'au jour où il a rencontré Larry Holmes dans l'arène et s'est retrouvé knock-out à la onzième reprise. Il est peut-être temps que le premier ministre (M. Trudeau) réévalue le ministre de l'Agriculture et nomme à ce poste quelqu'un qui puisse avoir des idées innovatrices, quelqu'un qui puisse imaginer quelques autres possibilités sur la voie à suivre.

C'est très bien de se vanter un peu. Il y a bien des choses dont nous pouvons être fiers dans notre pays. Je ne suis pas d'accord avec le ministre quand il se vante sans arrêt, sans jamais sembler trouver d'idée nouvelle. Nous comptons un grand nombre d'agriculteurs productifs au Canada, des agriculteurs qui ont fait beaucoup pour notre pays pendant des années, des agriculteurs qui ont accru leur productivité plus rapidement que dans tout autre secteur du pays, qu'on les compare aux travailleurs du Canada, au secteur manufacturier ou tout ce que vous voulez. Ils ont assuré une base. Je crois que nous sommes maintenant à un important carrefour. Nous devons nous demander où nous allons. Nous devons nous demander dans quelle direction l'agriculture s'oriente. Je crois que l'agriculteur a besoin d'une certaine protection quant au prix qu'il reçoit pour ses produits. Nous devons améliorer nos régimes de stabilisation pour que l'agriculteur sache au printemps ce qu'il recevra pour les produits qu'il récoltera à l'automne. Nous avons besoin d'un plus grand nombre d'offices de mise en marché. Le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) a dit aujourd'hui que l'agriculteur était la seule personne de notre société qui soit encore censée vivre selon les règles du prétendu régime de la libre entreprise—et qu'il n'y

arrivait pas. Le régime n'est pas libre. C'est le petit agriculteur qui en souffre. Je prétends, monsieur l'Orateur, que l'agriculteur a besoin d'une protection semblable à celle que le syndicat assure au travailleur, que les associations professionnelles assurent par exemple aux médecins ou aux avocats ou à la protection dont bénéficient les fabricants grâce à des organismes comme l'Association des manufacturiers canadiens. Ils ont besoin d'une protection comparable à celle dont bénéficient les groupes que j'ai mentionnés et ils peuvent y arriver en se regroupant pour créer des offices de mise en marché contrôlés par les producteurs. Ils pourraient ainsi vendre leurs produits à un prix équitable qui tienne compte de leur labeur et de leur investissement.

Nous avons quatre bons exemples d'offices nationaux de mise en marché dans notre pays. Ce sont les offices de commercialisation de poulet, de la dinde, du lait et des œufs. Même si ces offices de mise en marché ne sont pas parfaits, et si j'ai bien des critiques à formuler à leur endroit, comme par exemple, le prix du quota...

*[Français]*

Et mon ami, le député de Chicoutimi (M. Dionne), a déjà mentionné que le prix des quotas dans notre pays est trop cher pour le peuple ordinaire, et je suis d'accord avec lui, nous avons besoin d'une révision de la politique des quotas au Canada.

*[Traduction]*

Cela ne nous empêche pas d'apprendre beaucoup de ces offices de commercialisation. Nous pourrions faire en sorte que tous les secteurs de la production alimentaire soient contrôlés par les producteurs. A mon avis, cela devrait être laissé à leur discrétion, quand ils le feront savoir par le biais d'élections démocratiques au sein de leurs propres associations.

En ce qui concerne les tarifs, le gouvernement doit défendre celui du Pas du Nid-de-Corbeau. Il doit défendre ce tarif pour lequel les agriculteurs se sont battus pendant si longtemps. Ce tarif sert depuis des dizaines et des dizaines d'années les intérêts des producteurs de blé canadiens.

J'en viens maintenant à la question des dépenses. Le député de Prince-Albert a dit tout à l'heure que les taux d'intérêt élevés, le prix des machines agricoles et des terres étaient responsables d'une bonne partie de leurs problèmes. J'ai ici deux lettres d'agriculteurs qui sont assez révélatrices. L'une m'a été adressée par un producteur laitier de l'Ontario qui me dit qu'en 1980, il a payé \$26,000 d'intérêts sur son emprunt. En 1981, il va lui falloir payer \$58,000 sur le même emprunt. La seconde lettre m'a été adressée par un agriculteur du centre de la Saskatchewan. L'an dernier, il payait \$16,000 sur un emprunt, soit 10 p. 100 d'intérêts. Cette année, il va payer le double, soit 20 p. 100. Il va donc payer près de \$32,000 en intérêts aux établissements financiers canadiens. Il dit en outre que pour pouvoir rembourser ses seuls intérêts sur un emprunt de \$60,000, il va falloir que sur 80 arpents de terre—soit un quart des terres qu'il a ensemencées cette année—le prix du blé atteigne \$8 le boisseau. Le prix du boisseau de blé est actuellement de \$7 environ. Non seulement il a des intérêts à payer, mais il faut aussi payer du carburant, des dépenses courantes, des réparations, s'acheter des vêtements et de la nourriture pour sa famille, sans parler des autres besoins des agriculteurs.

Face à de tels chiffres, monsieur l'Orateur, je me demande comment le gouvernement ne peut pas faire preuve d'un peu